

~~NO 51~~

Guatemala, le 21 février 1972

~~HT 135~~

Panama.
Rapport politique de fin de mission.

P. B. 7.3 Page 0
 1972

Depuis le 11 octobre 1968, date à laquelle des colonels de la Garde Nationale panaméenne renversèrent le président constitutionnel Arnulfo Arias, dont l'installation à la magistrature suprême datait de 10 jours à peine, le Panama vit sous la dictature militaire imposée par le Général Omar Torrijos. Son coup d'Etat élimina le régime démocratique, entraîna naturellement la fermeture du parlement et par la suite, l'abolition des partis politiques. Le régime laissa entendre qu'il allait former de nouveaux hommes politiques qui sauraient faire une distinction civique entre les intérêts publics et les intérêts privés, qu'ils sauraient placer les premiers avant les seconds et que le gouvernement verrait à organiser, le moment venu, des élections générales. Dans l'esprit du Général, ces élections n'auront lieu que lorsqu'il sera certain d'être élu à la présidence du pays.

La position du Général Omar Torrijos paraît relativement stable. Ses débuts en revanche ont été précaires. Vous vous souviendrez qu'en février 1969 il dut se défaire précipitamment de son chef d'Etat-major général, le Colonel Boris Martínez qui ourdissait dans l'ombre un complot contre lui. En outre, en décembre 1969, ses plus proches subordonnés profitèrent de ce qu'il avait pris un bref congé au Mexique, pour le déposer. Torrijos rentra en vitesse au nord du pays où il fut accueilli avec empressement, pouvant regagner triomphalement la capitale, où il fit arrêter les auteurs du coup d'Etat. Il remania son Etat-major ainsi que la composition de la Junte provisoire de gouvernement.



Les caractéristiques de l'activité politique du régime militaire consistent dans un programme social destiné à relever les conditions de vie du peuple, de créer de nouveaux emplois en développant l'économie tant sur le plan agricole que commercial, en facilitant la création d'entreprises industrielles et en promouvant de façon marquée le tourisme par la construction de lieux de distraction, d'hôtels, etc. Au cours de ces trois dernières années, le Panama s'est affirmé comme place bancaire internationale à la suite de l'installation de nombreuses banques étrangères, notamment américaines, européennes et sud-américaines.

Sur le plan de la politique intérieure, le régime militaire pratique une réforme agraire, en donnant des terres aux campesinos qui les travaillaient et que les propriétaires laissaient en friche. Il a créé des centres d'éducation et d'hygiène et fortifié l'institution de la sécurité sociale. Il semble que le peuple accueille bien ce régime dont il a le sentiment qu'il s'efforce de tenir compte de ses problèmes.

Sur le plan de la politique étrangère, le gouvernement panaméen tente de ce montrer libéral envers tous les pays avec lesquels il entretient des relations diplomatiques. En ce qui concerne les Etats Unis, il manifeste à son égard une attitude ferme afin de pouvoir réaliser l'aspiration de tous les gouvernements qui l'ont précédé, à savoir une modification radicale en sa faveur de l'accord de 1903 sur le canal de Panama.

Le gouvernement panaméen voudrait se faire reconnaître sa pleine et entière souveraineté sur la zone du canal ainsi que l'administration du canal. Il sait cependant qu'il ne saurait imposer ses revendications et qu'il devra se contenter

de concessions substantielles. A en croire un collègue résident à Panama, l'état des négociations engagées entre les gouvernements panaméen et américain aurait progressé comme suit:

Panama consentirait de laisser aux USA l'administration du canal ainsi que sa défense militaire et serait disposé à lui octroyer la concession de la construction du second canal qui traverserait le pays au nord de la ligne Colon/Panama. Ce serait un canal à niveau des océans, creusé par les moyens traditionnels - à l'exception de procédés atomiques - et dont le coût s'élèverait à près de trois milliards de dollars. Le gouvernement panaméen demanderait en revanche la propriété du tiers au moins du territoire de la zone du canal qui est une bande de 10 "miles", traversant le pays le long du canal, la juridiction panaméenne sur la population panaméenne domiciliée dans la zone et le versement par l'administration du canal d'une somme de 60 millions de dollars par an au lieu des quasi deux millions qu'il percevait actuellement.

Les points de désaccord seraient les suivants: le gouvernement des Etats Unis désirerait en principe que le nouveau traité eût une validité de 100 ans, alors que le Panama veut le limiter à 50 ans. Les USA entendent maintenir leur juridiction sur tous les habitants de la zone sans distinction de nationalités pour raisons de défense militaire. Le gouvernement américain serait disposé à céder un tiers de la propriété de la zone au gouvernement panaméen, mais dans des régions à l'écart des villes de Colon et de Panama pour conserver sa domination sur les ports.

- 4 -

C'est dire que les négociations piétinent. Et le général Torrijos, soucieux et de son prestige et de maintenir sous pression l'exaltation nationaliste de ses compatriotes, attaque de plus en plus fréquemment les USA pour leur reprocher l'occupation coloniale de la zone du canal.

Torrijos n'hésiterait pas à prendre le risque, si c'était nécessaire, de faire éclater tôt ou tard des troubles analogues à ceux qui ensanglantèrent le Panama en 1963.

L'Ambassadeur de Suisse

Manes